

Genève pas gouvernée? Ce n'est pas le système qu'il faut changer

Renoncer au gouvernement de coalition pour un système majoritaire impliquant l'alternance: c'est le remède préconisé par le Parti libéral genevois pour que Genève soit à nouveau gouvernée. La proposition a déjà suscité de nombreuses réactions. Après le radical Gion Clopath (nos éditions du 8 juillet), c'est au tour d'Albert Rodrik, membre du comité directeur du Parti socialiste genevois de s'exprimer. Il tient à souligner, en préambule, que ce texte n'engage que lui, et il le dédie Willy Donzé (Réd.).

A la veille de la trêve estivale, le parti libéral a lancé sa bombinette concernant la revitalisation de nos institutions. Ah, vivement des gouvernements forts, des coalitions bien dessinées, avec des alternances majoritaires. Quel ballon d'oxygène pour sortir de sa torpeur ce pauvre canton avachi. Il y a quinze ans, c'est à l'extrême gauche que l'on s'attaquait à la participation minoritaire aux gouvernements, décrite comme source de tous nos maux. La boucle est bouclée.

Un système politique se mesure à ses bienfaits. Lesquels? La paix à l'intérieur et à l'extérieur, le dialogue entre partenaires sociaux et la qualité d'un tel dialogue, le niveau de vie matériel et les espaces de liberté créatrice laissée aux citoyens, la qualité (encore) de l'accueil réservé à l'étranger et au réfugié très spécialement etc. etc..

Le bilan suisse, en ce 700e, (le bilan genevois est grosso modo identique, mais plutôt en mieux, même nettement mieux parfois), soutient bien la comparaison avec les pays qui nous entourent, même si pour nos propres critères et pour l'ambition que nous nourissons pour ce pays, il y a un sacré bout de chemin à parcourir. C'est parce que je veux plus et mieux pour la Suisse et pour Genève par rapport aux critères cités plus haut que je milite au parti socialiste, que je suis présent dans certaines

enceintes, que j'écris parfois, etc. etc. Mais je ne crois pas qu'il suffise de copier les systèmes politiques de nos voisins pour améliorer nos affaires. Sur à peu près tous les critères dont il est question, je reste persuadé que nous «faisons plutôt mieux» en tout cas pas plus mal, même si je déteste le «y en a point comme nous».

Consensus ne signifie pas compromission

Oui, je crois au consensus, à la concertation et aux gouvernements de coalition quand ils sortent des urnes, (apparté: je n'aime toujours pas le mode de «fabrication» du Conseil fédéral, mais c'est un autre sujet). Non, je ne crois pas que les blocs homogènes qui alternent au pouvoir constituent un bon système. Des oppositions systématiques qui rongent leur frein dans leur coin pendant deux ou trois législatures, écartées de tout, préparent des revanches et des bouleversements qui déstabilisent et fragilisent les démocraties avancées à économie de marché, mettent en péril les échanges commerciaux internationaux, la sécurité de l'emploi, le niveau des prestations sociales, l'effort à consacrer à la défense nationale, j'en passe. Je crois fermement que l'Europe unifiée de demain, pour être à la fois efficace et respectueuse des spécificités régionales et nationales, adoptera de plus en plus la «voie suisse». Oui, j'affirme apprécier et aimer, considérer comme adéquat pour ce canton la patiente recherche d'accords fondamentaux pour aller de l'avant sur les sujets essentiels. Les réformes emportées à 51 contre 49 restent sur le papier et n'engendrent que la rancœur.

Consensus et compromis ne signifient pas compromissions, cotes mal ajustées et formules inopérantes. Ils n'impliquent pas des protagonistes mous, sans idées, des espèces de «centristes congénitaires». Non il faut des humains (femmes et hom-

mes) bien trempés, fermes sur leur position au départ et au clair, dans leur tête, sur l'essentiel et l'accessoire, sur le fondamental et le secondaire. Ils impliquent des partenaires forts, habiles, attentifs, mais ouverts au dialogue, non sectaires, qui ne sont pas dans les appareils d'Etat pour démanteler l'Etat à partir de présupposés idéologiques archéologiques ou gauchistes déstabilisateurs. C'est donc tout le contraire de l'inaction des ventres mous, c'est la discipline des forts, car il n'y a pas de force sans discipline.

Depuis 10 ans, dans le service public, j'ai modestement contribué à trouver des accords entre des personnes qui se regardaient en chiens de faïence et dont les positions paraissaient inconciliables. Mon ambition n'était pas de faire l'unanimité sur du creux mais ma chance était d'avoir des interlocuteurs de trempe.

Ce pays souffre d'arthrite

Et si le problème n'était pas le «système», c'est quoi le système? Si le problème était tous partis confondus le reclutement du personnel politique et sa crédibilité. Alors oui, c'est un gros et difficile problème qui ne sera pas résolu en présentant 35 candidats (5 listes de 7 noms) au Conseil d'Etat.

Je crois plutôt que nous nous trouvons face à une sérieuse pathologie de nature sociologique ou comportementale. Ce pays souffre d'arthrite et d'artérite conjuguées. Il souffre, nous souffrons en tant que collectivité, d'amour immodéré de tout ce qui est petit, médiocre, plat, non saillant, qui ne dépasse pas. Nous sommes allergiques à la grandeur, à l'ampleur, au grain de folie qui fait les percées historiques. Nous nous réfugions dans une révérence verbale pour l'égalitarisme, de peur d'avoir des élites qui seules permettent de construire un avenir, et ceci n'est pas justiciable d'une loi électorale, d'un mode de scrutin.

Avoir un peu de politique spectacle comme en France, les mélodrames de la partitocratie, comme en Italie, le scrutin le plus pernicieux pour les minorités, comme celui des Britanniques qui leur vient de l'histoire et qui se révèle de plus en plus étriqué pour l'avenir en Europe, est-ce cela que l'on cherche? C'est sincèrement, bien plus compliqué et nous ne sommes pas de trop en cette fin de siècle, pour chercher ensemble et sans exclusion, les remèdes et moyens d'aborder un vingt-et-unième siècle qui sera dur, dur, dur pour les jubilaires du septième centenaire.